



Capacités Afrique

BULLETIN

NUMÉRO 8 | MARS - AVRIL 2015

Dans ce numéro: L'ACBF se révèle un partenaire valable du programme australien AACES | Renforcer les capacités pour la mise en œuvre réussie de l'Agenda 2063 de l'Union africaine | L'ACBF entrera en partenariat avec le PEP | Les groupes d'experts sont utiles à l'avenir de l'Afrique | Les pays africains promettent leur appui continu à l'ACBF | Évènements



Le Mot du Secrétaire Exécutif

Chers amis,

Bienvenue au huitième numéro de Capacités Afrique. La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) continue à promouvoir la pertinence des Africains qui œuvrent pour que le continent devienne « l'Afrique que nous voulons ». Conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, « une stratégie visant à optimiser l'utilisation des ressources de l'Afrique pour le bénéfice de tous les Africains », l'ACBF reste engagée à sensibiliser sur l'importance des capacités pour le développement de l'Afrique et à démontrer son rôle dans l'appui à la mise en œuvre de l'Agenda 2063. L'ACBF a mené deux études importantes à la demande de la Commission de l'Union africaine, l'une sur les impératifs des capacités de l'Agenda 2063 et la seconde qui met l'accent sur les risques de la mise en œuvre du modèle de développement du continent.

Une chose notable en mars et avril a été la reconnaissance du rôle clé joué par la Fondation dans l'appui au déploiement réussi du Programme d'action Communautaire australo-africain (AACES). Ce programme a un impact positif sur les communautés vulnérables dans 11 pays africains et a contribué à leur donner accès à des

services communautaires essentiels, tels que la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement ainsi que la santé maternelle et infantile. L'ACBF est fière d'être associée à l'AACES.

Au cours des 24 années de son travail, l'ACBF a surtout été reconnue pour sa contribution à la formulation et à la mise en œuvre de politiques grâce à son appui aux groupes d'experts à travers l'Afrique. Comme l'a démontré le récent Sommet des groupes d'experts africains, tenu du 6 au 8 avril 2015 à Addis-Abeba, les groupes d'experts ont confirmé leur importance croissante en Afrique et ont indiqué que l'appui de la Fondation était essentiel pour les aider à créer une pensée alternative sur le développement de l'Afrique et pour générer des politiques qui améliorent concrètement la vie des Africains.

La Fondation continue de bénéficier de l'appui financier de ses partenaires multilatéraux ainsi que des pays membres et non-membres africains et de ceux non-africains. Ces contributions ont non seulement favorisé la viabilité de l'ACBF, mais ont aussi été essentielles à ses réussites dans l'exécution de son mandat. De nombreux Etats membres africains ont répondu positivement aux appels de la Fondation d'honorer leurs obligations financières, montrant de l'empressement à renforcer leur propriété et à contribuer au renforcement des capacités sur le continent.

Ce numéro du bulletin vise à vous mettre à jour sur les activités de l'ACBF au cours des deux derniers mois (mars et avril 2015). J'espère que vous le trouverez utile et je vous remercie pour votre soutien continu.

Bonne lecture!

RÉSULTATS

L'ACBF se révèle un partenaire valable du programme australien AACES

Il a été noté que l'appui fourni par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), qui sert de facilitateur de ressources au Programme d'action communautaire australo-africain (AACES), a été essentiel à la réussite du programme AACES. Dans une récente évaluation de la performance de l'appui de l'ACBF à l'AACES, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) a souligné l'excellente capacité de la Fondation dans le pilotage du programme vers la réalisation de ses succès.

Le rôle de l'ACBF comme «gestionnaire des facilités de ressources» a été de fournir un appui logistique, administratif et technique rapide, efficient et efficace à l'AACES. À cet égard, l'ACBF a appuyé la communication, la coordination et la gestion de l'AACES.

Depuis 2012, le programme AACES a été bénéfique à 1 287 888 personnes. Parmi celles-ci, plus de 248 650 ont consulté les services de santé maternelle et infantile, plus de 337 900 ont connu une amélioration de la productivité agricole tandis que 638 210 ont maintenant accès à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Le programme se concentre sur les communautés marginalisées, avec une attention particulière pour les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes vulnérables aux catastrophes. Il est à l'œuvre dans les pays suivants: Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Rwanda, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

L'ACBF a contribué à développer une confiance mutuelle avec les partenaires de l'AACES, permettant une communication et une collaboration efficaces entre les organisations non-gouvernementales (ONG) au titre de ce programme. La culture de collaboration, maintenant enchâssée dans l'AACES, est un élément-clé d'un programme efficace pour obtenir des résultats concrets.

L'ACBF a également mené deux enquêtes sur le partenariat qui ont reconnu le partenariat comme étant une composante essentielle de l'AACES.

Les enquêtes ont identifié des domaines où les partenaires désiraient voir des améliorations. Par exemple, les résultats de l'enquête 2013 sur le partenariat ont indiqué que les ONG africaines voulaient un plus grand appui au leadership et au développement des stratégies. Suite à cela, le personnel provenant des ONG a été encouragé et appuyé pour assumer des rôles de leadership au sein du Comité directeur du Programme AACES et d'autres forums.

La Fondation a également géré et appuyé les diverses relations au sein du partenariat AACES, avec comme conséquence une amélioration de la communication entre les ONG de l'AACES et le renforcement général du modèle de partenariat AACES. À titre d'illustration, le développement et la gestion de Yammer, une plate-forme de communication partagée en ligne, a facilité la communication ouverte et régulière entre les partenaires.

L'ACBF a également amélioré la visibilité du travail de l'AACES dans les dernières années en produisant trois rapports annuels de l'AACES de haute qualité, qui ont réussi à informer les partenaires et leur communiquer les réalisations du programme. L'ACBF a également appuyé le lancement et la diffusion du rapport annuel par la promotion de communiqués de presse auprès de médias ciblés, des liens d'accès internet au rapport sur les sites Web du DFAT, de l'ACBF et des ONG. Un appui ciblé a également été fourni aux ONG de l'AACES pour lancer le rapport dans leurs pays respectifs. Des visites de terrain ont été organisées et les capacités de communication des partenaires de l'AACES ont été renforcées par la formation à la photographie, aux techniques d'écriture et la documentation.

Dans d'autres domaines, l'ACBF a apporté une contribution technique à des ateliers thématiques sur les thèmes prioritaires de l'AACES tels que le handicap, la durabilité, l'égalité, le rapport qualité-prix et le suivi et l'évaluation. Ces ateliers ont fourni aux ONG de l'AACES des opportunités d'apprendre et de partager les approches pour améliorer leur travail. L'apprentissage et le partage ont également été améliorés grâce à la plate-forme de communication commune (Yammer) qui prend en charge la communication en ligne,

le partage d'expériences et la diffusion des ressources entre les partenaires de l'AACES, et qui est particulièrement appréciée par les partenaires africains.

Pour augmenter le partage des connaissances, l'ACBF a également ouvert sa bibliothèque virtuelle aux partenaires de l'AACES pour leur permettre d'accéder aux ressources de connaissances en ligne sur le renforcement des capacités et d'autres sujets de développement.

L'ACBF a été contractée en janvier 2012 par le gouvernement australien comme Fonds de ressources pour le programme AACES. L'AACES est un partenariat entre le gouvernement australien, dix ONG australiennes et leurs partenaires basés en Afrique. Ce programme de 90 millions de dollars australiens est financé par le gouvernement australien à travers le DFAT.

ARTICLE DE FOND

Renforcer les capacités pour la mise en œuvre réussie de l'Agenda 2063 de l'Union africaine

Sans le renforcement des capacités, il y a peu de chances que l'Agenda 2063 de l'Union africaine, une vision qui met l'accent sur la transformation durable de l'Afrique dans les 50 prochaines années, parvienne à atteindre ses objectifs. La nécessité de réfléchir sur les impératifs de capacités de l'Agenda 2063 ne saurait donc être surestimée. Telle a été la conclusion des experts africains réunis lors d'une table ronde de haut niveau organisée par l'ACBF, le 26 mars 2015 à l'occasion de la 8e Conférence annuelle CEA/CUA des ministres africains des finances, planification et développement économique, tenue à Addis-Abeba, en Ethiopie, sur le thème «Les impératifs de capacités pour l'Agenda 2063 de l'Union africaine.»

Les experts ont reconnu qu'il faut une approche stratégique qui privilégie les zones de problèmes de capacités qui peuvent débloquent le potentiel pour la mise en œuvre de l'Agenda de l'Union africaine. Ils ont également reconnu la nécessité pour l'Afrique de «révolutionner» son approche à combler les lacunes des capacités sur le continent et à présenter des interventions pratiques, qui soient adaptées aux impératifs de capacités et

aux plans de l'Afrique pour sa transformation structurelle. Il a également été jugé important d'apprendre les leçons du passé et de cultiver un nouvel état d'esprit vers le développement, selon ces experts.

« Pendant longtemps, les pays africains ont investi du temps et des ressources pour mettre en place les conditions préalables au développement et, ce faisant, se sont parfois concentrés sur ce qui ne fonctionnait pas plutôt que sur ce qui aurait pour fonctionner », a déclaré le professeur Emmanuel Nnadozie, Secrétaire exécutif de l'ACBF. « Maintenant, nous devons savoir ce qui fonctionne, partir de cela, construire sur cette base et voir comment nous pouvons nous développer en dépit des redoutables défis auxquels l'Afrique est confrontée. » Les experts sont également d'avis que l'Agenda 2063 sera un succès s'il est détenu et domestiqué par les Africains et si ceux-ci travaillent en vue d'atteindre ses objectifs. « Il y a eu un manque d'assurance chez les Africains quant à leur capacité à développer le continent. Cependant, le développement de l'Afrique grâce à des partenariats et à un effort concerté peut être réalisé », a déclaré le professeur Nnadozie.

Pour que cet Agenda continental soit conçu, mis en œuvre, suivi et évalué avec succès, les capacités transversales sont nécessaires au niveau individuel, organisationnel et institutionnel; mais aussi aux niveaux communautaire, local, national, régional et continental. D'autres éléments clés dont l'importance a été reconnue pour la réalisation de l'Agenda 2063 sont la mobilisation des ressources nationales, l'importance de l'égalité des sexes, la jeunesse, les connaissances et les compétences ainsi que le maintien d'une bonne coordination des efforts déployés par les différentes institutions de renforcement des capacités à travers l'Afrique.

PARTENARIATS

L'ACBF entrera en partenariat avec le PEP

L'ACBF et le Partenariat pour la politique économique (PEP) ont tenu un atelier en mars à Harare, au Zimbabwe, pour explorer les domaines de partenariat futur. Le PEP est une organisation internationale qui relie les chercheurs à l'échelle mondiale en vue d'améliorer les capacités

CONNAISSANCES ET APPRENTISSAGE

d'analyse des politiques de développement dans les pays en développement. Son objectif est de produire des solutions politiques contextualisées aux défis du développement socio-économique. Les recherches du PEP contribuent à éclairer les débats nationaux et internationaux liés à la politique économique, la pauvreté, l'égalité et le développement durable (un domaine qui est également stratégique pour l'ACBF).

Dans son mot de bienvenue, le Secrétaire exécutif de l'ACBF, le professeur Emmanuel Nnadozie, a déclaré que la visite du PEP à l'ACBF était opportune vue l'engagement renouvelé de l'Afrique pour le développement (à travers l'Agenda 2063 de l'Union africaine) et les négociations internationales à venir autour du programme pour l'après-2015 et qu'il est impératif pour les institutions politiques du continent d'accroître la collaboration dans les domaines d'intérêt mutuel. « Seuls les vrais partenariats contribueront à résoudre les difficultés des pays africains. Appuyer la recherche est important de même qu'appuyer les hommes et les femmes ainsi que les institutions dont le travail est de contribuer à l'élaboration des politiques », a déclaré le professeur Nnadozie.

Le Directeur exécutif du PEP, le Dr Bekele Shiferaw a déclaré que son institution avait toujours eu l'ACBF en haute estime et l'avait toujours considérée comme un partenaire potentiel dans les domaines de la recherche, du renforcement des capacités et de la facilitation de la collaboration nord-sud et sud-sud dans l'élaboration des politiques. « Nous apprécions les partenariats, car ils contribuent à améliorer les performances et les capacités à atteindre les objectifs institutionnels », a-t-il ajouté.

Les discussions entre les deux organisations ont tourné autour de la recherche, du renforcement des capacités, de la gestion des connaissances et de la communication. Le PEP et l'ACBF ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats de la réunion et ont convenu de poursuivre les consultations en vue de l'élaboration et de la signature du protocole d'entente.

Les groupes d'experts sont utiles à l'avenir de l'Afrique

Durant les dernières années, l'Afrique a vu augmenter le nombre et la qualité des groupes d'experts sous la conduite de l'ACBF. Ces groupes d'experts ont joué un rôle important dans l'élaboration de politiques pour le développement durable sur le continent. Cependant, ils doivent continuer à regarder au-delà de l'horizon et ancrer leur travail dans les priorités et les réalités locales, s'ils veulent demeurer utiles au continent africain, en particulier dans le contexte du redoublement d'efforts pour accélérer le développement du continent.

Les représentants de 65 groupes d'experts réunis au Sommet des Groupes d'experts tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 6 au 8 avril, étaient d'avis que leurs institutions doivent contribuer à la création d'une pensée alternative sur le développement de l'Afrique, d'une politique qui améliore les vies en Afrique. Les groupes d'experts ont été encouragés à renforcer leur réseau et à travailler en partenariat dans les domaines clés tels que la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du programme de développement post-2015. Les groupes d'experts ont également été encouragés à améliorer et simplifier leur communication avec les médias, les décideurs et le public en général afin de permettre à ceux-ci de mieux comprendre où en est l'Afrique et quelle direction elle prend ou doit prendre.

Au cours des dernières années, l'Afrique a vu une augmentation du nombre et de la qualité des groupes d'experts, sous la direction de l'ACBF. Les groupes d'experts jouent un rôle important dans l'élaboration des politiques de développement durable du continent.

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique prend en charge plus de 30 groupes d'experts africains, dont la majorité se classe maintenant parmi les meilleurs d'Afrique.

NOS RESSOURCES

Les pays africains promettent leur appui continu à l'ACBF

Les pays membres de l'ACBF ont promis leur appui continu à la Fondation lors d'un déjeuner de travail organisé pour la troisième réunion spéciale des gouverneurs de l'ACBF à Addis-Abeba, en Ethiopie, le 30 mars. Les contributions des pays membres s'élevaient cette année à 15M US\$, un record dans l'histoire de la Fondation. Ceci a incité S.E. Christian Magnagna, le ministre gabonais du Budget et président du Conseil des gouverneurs, à féliciter les pays pour leur appui financier.

Toutefois, il leur a rappelé que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour respecter pleinement les engagements pris. Il a appelé les parties défaillantes à honorer leurs engagements financiers au 3e Plan stratégique à moyen terme de la Fondation (2012 - 2016)

« Nous ne devons pas oublier notre engagement collectif à verser 28,15 millions US\$ 3e PSMT de l'ACBF. Actuellement, nos contributions ne représentent que 45% des engagements pris », a déclaré S.E. Magnagna. Il a félicité cinq pays pour avoir entièrement respecté leurs engagements : le Cameroun, la Guinée, le Sénégal, le Rwanda et le Zimbabwe, ainsi que les quatre autres pays qui sont à jour pour leur paiement, à savoir le Gabon, le Mali, le Nigéria et le Swaziland. Il a également déclaré que 15 autres pays avaient respecté leurs engagements en partie. Il a exprimé des préoccupations concernant dix autres pays qui n'ont encore fait aucun décaissement. Ce sont: le Cap-Vert, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Malawi, la Mauritanie, le Niger, la Sierra Leone et l'Ouganda.

Parlant au nom de la Commission permanente du Conseil des gouverneurs sur la mobilisation des ressources, Mme Nandipha Mkunqwana, directrice du département des institutions africaines multilatérales au Ministère sud-africain des Finances, a appelé les autres pays à se joindre à la composition du Comité. « Je demande instamment à tous les pays africains de se joindre aux efforts de la Commission de donner à notre Fondation un fonds de dotation qui garantisse sa durabilité et

son appui continu au processus de développement de l'Afrique, car le développement, ce sont les capacités », a-t-elle dit.

Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire exécutif de la Fondation, le professeur Emmanuel Nnadozie, a déclaré qu'actuellement l'ACBF était dans une situation meilleure qu'elle ne l'était l'année dernière et qu'elle avait redynamisé son partenariat avec la Banque mondiale et les principaux organismes panafricains : l'Union africaine, la Banque africaine de développement, la Commission économique pour l'Afrique et l'Agence du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). « Je ne doute pas que notre engagement collectif à un travail d'équipe efficace entre les cinq organisations aboutisse à un appui décisif au processus de transformation de l'Afrique », a déclaré le professeur Nnadozie. « La transformation économique et sociale de notre continent à travers la mise en œuvre réussie de nos plans nationaux d'émergence harmonisés avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine, exigera en effet un fort esprit d'équipe dans toutes les institutions panafricaines, avec pour but de maintenir les capacités au cœur du processus de développement du continent. » Le professeur Nnadozie a ajouté que la Fondation travaille déjà avec ses organisations partenaires pour identifier les impératifs de capacités de l'Agenda 2063 et qu'elle appuierait le processus d'harmonisation des plans nationaux de développement avec le plan de développement de l'Afrique. La Fondation a également contribué à clarifier les responsabilités respectives de la CUA et des Communautés économiques régionales dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063.



ÉVÈNEMENTS

Du 4 au 5 mars :

Réunion de partenariat avec l'Association africaine d'évaluation ; Harare, Zimbabwe

Du 10 au 13 mars :

Atelier de formation pour les projets au Système de gestion de l'information du suivi et évaluation (IMS)

Du 22 au 31 mars :

18e Sommet du COMESA et Réunions des organes décideurs ; Addis-Abeba, Ethiopie

Du 25 au 31 mars 2015 :

Conférence des ministres et évènements parallèles de l'ACBF ; Addis-Abeba, Ethiopie

- Réunion spéciale des gouverneurs de l'ACBF en vue de discuter des questions de la viabilité de la Fondation
- Table ronde sur les impératifs de capacités de l'Agenda 2063

Du 6 au 8 avril 2015 :

Sommet des groupes d'experts ; Addis-Abeba, Ethiopie

8 avril :

54e réunion ordinaire du Conseil d'administration ; Secrétariat de l'ACBF à Harare, au Zimbabwe

8 avril :

Atelier consultatif sur la transformation structurelle de l'agriculture africaine et des espaces ruraux (STAARS) ; Nairobi, Kenya

9 avril :

Quatrième Forum consultatif du Comité des instituts de politique ; Addis-Abeba, Ethiopie

Du 13 au 17 avril :

Première Mission de la Banque mondiale d'appui à la mise en œuvre pour l'année 2015 ; ACBF, Harare, Zimbabwe

